

Avec l'annulation du projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes en janvier 2018, la grande lutte démarrée il y a plus de 40 ans a pris un air de victoire élevant les forces résistantes au summum de la joie.

Mais rien n'est jamais gagné, la lutte continue et pas des moindres : celle pour le respect des vies, des usages, des créations, des productions, des constructions collectives et coopératives. L'ordre capitaliste moribond et sa grande armée de mauvais hommes bleus ne me protègent de rien et servent encore une fois leur monde de barbelés, de frontières et d'accaparement des richesses.

Face aux violences de l'état français, je soutiens la résistance.

Je me sens violentée par l'attitude adoptée par les forces de l'ordre en toute impunité, même si je ne suis pas sur place.

Je me sens solidaire des occupant-e-s de la Zone à Défendre qui luttent de façon concrète pour l'émergence d'un autre monde.

Je souhaite que les expérimentations menées depuis une dizaine d'années à Notre-Dame-des-Landes puissent continuer, tant au niveau de la création d'un autre type d'organisation collective que celle que nous propose la pseudo-démocratie dans laquelle nous survivons, qu'au niveau de la pensée d'un autre modèle économique et écologique.

Je suis en résistance contre ce monde marchand qui souhaite nous gouverner par la loi du plus fort.

Je lutte pour la construction d'un autre monde où l'argent et l'intérêt privé ne dicteront plus leur loi ; un monde dans lequel l'exploitation industrielle des ressources naturelles, comme celle de la carrière de pierres du village dans lequel j'habite, Saint-Julien-Molin-Molette, n'existera plus ; un monde dans lequel nous pourrions choisir nos modes d'organisation collective, sans que toute tentative d'action soit immédiatement annihilée par un pouvoir en place, corrompu aux intérêts des puissants.

Je dénonce les violences policières et ses interventions massives et couteuses. Ce n'est pas en mon nom que le gouvernement agit mais c'est avec l'argent commun pourtant qu'il agresse, frappe, détruit, enferme.

Agression envers des personnes qui ne demandent rien d'autre qu'un bout de terre.

« Rétablir un état de droit », qu'ils disent... Mais droit de quoi ? De qui ? Pas les miens, pas ceux que je défends, pas ceux en lesquels je crois. Pas en mon nom !!

Les cent NON